

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 DÉCEMBRE 1918.

Projet de loi concernant l'Oeuvre nationale des orphelins de la guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La protection des invalides, des veuves et des orphelins de la guerre a le caractère d'une dette sacrée, dont la Nation est tenue de supporter la charge.

Le Gouvernement a pris la résolution de soumettre à la Législature les propositions qu'une pensée de justice et de reconnaissance doit à cet égard inspirer.

Cette pensée embrasse à la fois les combattants, ceux dont l'admirable héroïsme, après avoir sauvé l'honneur, nous a finalement procuré la victoire et ceux que la mort sur les champs de bataille a privés de leur soutien. Mais elle s'étend aussi aux victimes qui, sans appartenir à l'armée, ont souffert dans leur vie ou dans leur santé des cruautés d'un ennemi sans conscience. La réparation des dommages de guerre causés aux personnes prend ainsi le caractère d'une question générale dont la solution doit procéder d'une idée d'ensemble. Il va de soi, pourtant, que la considération du sort des soldats invalides et des survivants des militaires morts pour la Patrie doit être ici prépondérante; c'est donc en partant de ce qui sera décidé en leur faveur, qu'il conviendra de régler l'indemnisation des non-combattants, ainsi que celle des veuves et des orphelins de ceux-ci.

En ce qui concerne les citoyens appartenant à l'armée, la législation sur les pensions militaires a prévu les cas de mise à la retraite pour cause de blessures ou d'infirmités, et elle a pourvu à la situation des femmes et des enfants de militaires tués sur les champs de bataille (Lois des 24 mai 1838, 27 mai 1840, 14 mars 1880, 23 mai 1888, 24 mai 1912). Mais on n'a pas tardé à reconnaître, au cours de la guerre actuelle, l'insuffisance des dispositions en vigueur et l'on a jugé opportun d'y déroger notablement.

Pour les militaires d'un rang inférieur à celui d'officier, l'arrêté-loi du 5 avril 1917 a remplacé les pensions par des indemnités annuelles établies d'après un barème dont les taux sont plus favorables aux intéressés que

ceux qui résultaient des lois antérieures. Cet arrêté-loi a un caractère provisoire que le texte même fait ressortir, présupposant ainsi la revision des lois sur les pensions militaires.

L'application de ces mêmes lois a été suspendue, et pour des motifs analogues, en tant qu'elles concernent les veuves et les orphelins de soldats tués au cours de la guerre. Le Gouvernement a continué à leur faire payer les allocations de milice (Loi du 4 août 1914 et arrêté-loi du 27 septembre 1916). Il s'agit ici encore d'une mesure essentiellement temporaire et provisoire.

On voudra bien remarquer que ces dispositions nouvelles ne visent point les officiers. Il n'a point été dérogé jusqu'à présent, en ce qui les regarde, à la législation sur les pensions.

Le Gouvernement entend aborder sans délai les études préalables à la revision de cette législation, de manière à mettre bientôt fin au régime transitoire que nous venons de signaler. Quelque désir que l'on ait d'aboutir promptement, les intérêts en jeu sont trop graves pour que l'on puisse songer à improviser une solution définitive, que l'expérience risquerait, dans la suite, de faire apparaître comme défectueuse. Aussi bien, la plupart des invalides de la guerre ne sont-ils pas encore rentrés au pays, et avant de prendre une décision finale, le Gouvernement estime qu'il est de son devoir de s'enquérir de leurs besoins et de leurs aspirations. En attendant, le régime provisoire sera continué; mais il est bien entendu que des compensations seront à prévoir, le cas échéant, en ce qui regarde le passé, pour ceux que l'application plus ou moins prolongée de ce régime ferait apparaître comme désavantagés par rapport aux dispositions que consacrerait le régime définitif. Cet ajournement inévitable, mais qui ne sera pas de longue durée, met le Gouvernement dans l'impossibilité de proposer, dès à présent, un système de réparation des dommages causés aux victimes civiles de la guerre. La connexité des deux questions n'est pas contestable; elles devront être résolues en même temps et le Gouvernement y veillera.

La Nation faillirait toutefois à l'accomplissement de son devoir intégral de justice, si elle bornait sa sollicitude à l'allocation d'indemnités pécuniaires aux ayant-droits. La loi doit nécessairement se préoccuper aussi du sort de ces derniers au point de vue moral et social. L'institution d'une sorte de patronage national des orphelins de la guerre et des invalides de la guerre semble s'imposer d'autant plus impérieusement, à titre de mesure complémentaire et auxiliaire, que des dispositions prises tant en France que dans la partie occupée du territoire belge, par les soins du Comité National de Secours et d'Alimentation, ont ici tracé la voie que le sentiment de la reconnaissance invite à suivre.

La tâche nous est facilitée par l'expérience même du Comité National, expérience complète, expérience décisive, dont il y a tout simplement lieu de consacrer les résultats.

Nous ne parlerons ici que des orphelins de la guerre : un projet de loi spécial, que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à la législature en

même temps que la présente proposition, a en effet pour objet de régler la protection des invalides.

Sous le nom d'*Oeuvre nationale des orphelins de la guerre*, le Comité National a créé une sorte d'établissement public de tutelle nationale, dont il s'agit aujourd'hui d'assurer l'existence légale et de continuer l'action. Le but à poursuivre n'est pas de modifier la situation des pupilles au regard du code civil, ni de distraire les enfants de leur milieu familial, dans les cas où l'internement n'est pas absolument inévitable. *L'Oeuvre des orphelins de la guerre* a un autre objet. Écartant toute idée d'une contrainte, à laquelle il n'était pas question de penser sous le régime de l'occupation, mais dont il importait, en tous cas, de se départir par principe, le Comité National, abstraction faite de la distribution des secours pécuniaires qui seront désormais assurés par l'intervention de l'État, a limité au domaine moral son activité protectrice. L'œuvre qu'il a inaugurée, avec le concours de nombreux et admirables dévouements, ne s'est pas donnée à tâche de se substituer aux parents ou aux tuteurs : elle s'est placée à côté d'eux pour les aider d'exemples et de conseils et pour contrôler l'éducation des enfants et leur formation professionnelle. Mission délicate entre toutes, dont la grandeur explique les difficultés, et qui exige de ceux qui s'y adonnent une initiative, un tact, un désintéressement hors pair ; mission que l'Oeuvre nationale des orphelins de la guerre a réussi pourtant à accomplir dans des conditions particulièrement périlleuses.

La consolidation de cette œuvre est dès lors en quelque sorte commandée par les événements. L'établissement public de pur fait, institué par le Comité National, doit devenir un établissement public de droit, pourvu de l'armature juridique qui en assure le fonctionnement régulier. Pour le surplus, les règles appliquées par l'Oeuvre, sauf les amendements de détail qui seraient suggérés par les circonstances, ou que l'expérience conseillerait, ne cesseraient point de demeurer en vigueur. Rien surtout ne serait changé au but essentiel de l'institution.

Il y aura lieu de maintenir notamment ce que les règlements actuels de l'Oeuvre appellent la tutelle « morale ». A ce propos, nous ne croyons pas qu'il soit expédient d'investir les tuteurs moraux d'une mission légale définie. Il faudrait à cette fin déroger au droit commun de la puissance paternelle et des tutelles, et ces dérogations, qui porteraient atteinte à nos coutumes familiales les plus respectables, ne seraient admises par personne. La tutelle dite morale est affaire de pur dévouement, de tact, de finesse, de sensibilité. D'ailleurs, dans les cas d'indiscipline de l'enfant ou d'inconduite de la mère, il sera toujours loisible au tuteur moral, comme les règlements de l'Oeuvre le prévoient déjà aujourd'hui, de provoquer l'application des mesures déterminées par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

Ces principes admis, le problème se réduit à la définition d'une formule pratique d'organisation, susceptible des garanties juridiques indispensables en l'espèce.

Pour ce qui est de ces garanties, nous ne pouvons les trouver dans la

législation en vigueur qui est très pauvre, comme nul ne l'ignore, en matière de fondations et d'associations sans but lucratif. Il est indispensable dès lors de recourir à une intervention de la loi, afin de donner à l'œuvre la capacité juridique nécessaire, le droit de faire pleinement et sans détour ni artifices tous les actes relatifs à la poursuite du but de l'institution.

Le projet que nous avons l'honneur de soumettre à la Législature réalise, à cet égard, les intentions du Gouvernement.

Il détermine tout d'abord (art. 1) les catégories d'orphelins qui seront appelés à bénéficier du patronage de l'œuvre. Un arrêté royal (art. 2) fixera le règlement organique du nouvel établissement public et en déterminera le fonctionnement, le tout en tenant compte de ce qui existe déjà en fait. Quant aux attributions de l'œuvre (art. 3), le texte se borne à consacrer, en les précisant, les pratiques suivies par le Comité national. La même observation s'applique à la disposition qui définit la mission des tuteurs moraux (art. 4).

La capacité de l'établissement comporte le droit de faire tous les actes relatifs à l'exercice de la mission sociale de l'œuvre (art. 5). Des limites sont tracées toutefois en ce qui concerne la propriété immobilière. Au lieu de dire que la capacité de posséder des immeubles sera restreinte à ce qui est nécessaire à l'accomplissement de cette mission, cette formule étant de nature à ouvrir le champ à des interprétations arbitraires, il vaut mieux interdire à l'œuvre l'acquisition ou la possession d'immeubles de simple rapport, en d'autres termes, défendre le placement de l'avoir social en immeubles (art. 6).

Pour ce qui est de l'acceptation des donations et des legs, le texte stipule les restrictions d'usage en pareille matière (art. 7). Sur ces divers points, nous avons eu l'intention de faire œuvre avant tout concrète et pratique, et nous avons, par conséquent, sans prendre parti dans la controverse théorique, respecté certains principes qui sont de tradition chez nous en matière de personnification civile.

Le caractère de l'œuvre justifie hautement l'appui financier de l'État. Le projet porte en conséquence que l'établissement sera subsidié annuellement par le Trésor public. Les provinces et les communes ne manqueront pas, sans doute, de concourir de leur côté aux frais de l'œuvre, par des subventions régulières et l'emploi de ces subventions, non moins que l'affectation des subsides de l'État, sera soumis au contrôle du Département ministériel auquel incombera la surveillance générale de l'établissement (art. 8).

Le projet établit enfin certaines exemptions fiscales qu'il paraît assez superflu de justifier (art. 9).

En résumé, l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre formera désormais un véritable service public autonome, groupant des initiatives et des dévouements particuliers en collaboration avec les pouvoirs publics, et placé sous l'autorité du pouvoir central qui en assumera la surintendance générale.

Le gouvernement a l'espoir que les Chambres ne tarderont pas à délibérer sur le présent projet dont le caractère urgent ne nous semble pas contes-

table. Il importe, en effet, de régulariser au plus tôt l'OEuvre existante dont nous poursuivons la consolidation, de telle manière notamment que les débuts du fonctionnement de l'institution nouvelle puissent coïncider avec l'entrée en vigueur du système définitif de pensions qu'il s'agira d'inaugurer bientôt.

Le Ministre des Affaires économiques,

HENRI JASPAR.

— 150000 —

PROJET DE LOI

concernant l'OEuvre nationale
des orphelins de la guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre
Conseil des Ministres;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE UNIQUE.

Notre Ministre des Affaires Eco-
nomiques présentera, en Notre
nom, aux Chambres législatives, le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont réputés orphelins de la
guerre, pour l'application de la pré-
sente loi, les enfants mineurs dont
le père, ou, en cas de prédécès du
père, la mère ou le soutien de famille
ont péri par suite de faits de guerre.

Sont assimilés à ces orphelins, les
enfants nés ou conçus avant la fin
de la guerre, dont le père, la mère
ou le soutien de famille sont dans
l'impossibilité de gagner normale-

WETSONTWERP

betreffende het Nationaal Werk
voor oorlogsweezen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister-
raad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :

EENIG ARTIKEL.

Onze Minister van Staathuishoud-
kundige Zaken zal, in Onzen naam,
bij de Wetgevende Kamers, het
wetsonderwerp indienen, waarvan
inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Worden aanzien als oorlogswee-
zen, voor de toepassing van onder-
havige wet, de minderjarige kinde-
ren waarvan de vader, of, in geval
van voorafgaandelijksafsterven van
den vader, de moeder of de familie-
steun ontkomen zijn door oorlogs-
feiten.

Worden gelijkgesteld met deze
weezen, de kinderen geboren of ont-
vangen vóór het einde van den oor-
log, waarvan de vader, de moeder
of de familiesteun in de onmogelijk-

ment leur vie, par suite d'une incapacité totale ou partielle de travail résultant de blessures, maladies ou infirmités occasionnées ou aggravées par des faits de guerre.

Il n'est fait aucune distinction entre les orphelins des victimes civiles de la guerre et les orphelins de militaires.

ART. 2.

Il est institué sous le nom d'*OEuvre nationale des Orphelins de la Guerre*, un établissement public dont l'organisation et le fonctionnement seront réglés par arrêté royal, conformément aux dispositions ci-après déterminées.

L'*OEuvre nationale* exerce son patronage sur les orphelins de la guerre en cas d'insuffisance des ressources de famille.

ART. 3.

L'*OEuvre nationale des Orphelins de la Guerre* a pour attributions :

De veiller, au profit de ses protégés, à l'observation des dispositions du Code civil concernant les tutelles et de la législation relative à l'enfance ;

De surveiller l'emploi des fonds alloués aux pupilles du chef des lois sur les pensions militaires et sur les indemnités réparatrices des dommages de guerre occasionnés aux personnes ;

D'organiser et de surveiller le placement des enfants ;

De veiller à leur éducation et notamment à leur formation professionnelle ;

heid zijn om op eene normale wijze in hunne levensbehoefte te voorzien, ter oorzake eener algeheele of gedeeltelijke arbeidsonbekwaamheid voortvloeiende uit verwondingen, ziekten of gebrekkelijkheden, veroorzaakt of verzwaaard door oorlogsfeiten.

Er wordt geen onderscheid gemaakt tusschen de weezen der burgerlijke slachtoffers van den oorlog en de weezen der militairen.

ART. 2.

Onder de benaming *Nationaal Werk voor Oorlogsweezen* is eene openbare instelling in het leven geroepen waarvan de inrichting en de werking bij koninklijk besluit zullen geregeld worden, volgens de hierna bepaalde schikkingen.

Het Nationaal Werk oefent zijne bescherming uit over de oorlogsweezen in geval van ontoereikende hulpmiddelen der familie.

ART. 3.

Het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen heeft tot taak :

Te zorgen, ten bate zijner beschermelingen, voor de toepassing der schikkingen van het burgerlijk wetboek aangaande de voogdij en de wetgeving betreffende het kind ;

Het gebruik na te zien van de fondsen, aan de minderjarige weezen toegekend, uit hoofde der wetten op de militaire pensioenen en op de vergoedingen voor oorlogsschade aan de personen berokkend ;

Het inrichten en toezien van de plaatsing der kinderen ;

Het verzekeren hunner opvoeding en hunner vakkundige heropleiding ;

De pourvoir à la désignation de tuteurs moraux, et de s'assurer de l'accomplissement régulier de leur mission ;

Et, en général, de prendre dans l'intérêt des orphelins, toutes dispositions jugées opportunes.

ART. 4.

Les tuteurs moraux désignés par l'OEuvre nationale ont pour mission exclusive d'aider de leurs conseils les représentants légaux des orphelins et les personnes auxquelles la garde des pupilles a été confiée.

ART. 5.

L'OEuvre nationale des Orphelins de la guerre a la capacité de faire tous les actes juridiques qui, dans les limites tracées par le règlement organique, sont relatifs à l'accomplissement de la mission légale de l'établissement.

La capacité d'acquérir ou de posséder des immeubles et de recevoir des dons et des legs est toutefois soumise aux restrictions fixées ci-après.

ART. 6.

Ne sont pas considérés comme relatifs à l'accomplissement de la mission légale de l'OEuvre, les actes d'acquisition ou de possession d'immeubles, à quelque titre que ce soit, aux seules fins d'en tirer des revenus, ceux-ci fussent-ils affectés à l'objet de cette mission.

ART. 7.

Les donations entre vifs et les legs

Te voorzien in de benoeming der moreele voogden, en de regelmatige uitvoering hunner opdracht te verzekeren ;

En, in 't algemeen, in het belang der weezen, alle noodige geoordeelde schikkingen te treffen.

ART. 4.

De moreele voogden, aangesteld door het Nationaal Werk, hebben voor uitsluitelijke opdracht de wettige vertegenwoordigers der weezen en de personen aan de zorgen derwelke de minderjarige weezen toevertrouwd zijn door hunnen raad bij te staan.

ART. 5.

Het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen mag alle gerechtelijke akten opmaken die, in de palen aangeduid in het organiek reglement, het uitvoeren der wettige opdracht van de inrichting betreffen.

Het aankopen of bezitten van onroerende goederen en het aannemen van giften en erflatingen is evenwel onderworpen aan de volgende beperkingen.

ART. 6.

Worden niet aanzien als betrekkinghebbende met de uitvoering der wettige opdracht van het Werk, de akten van aankoop of van bezit van onroerende goederen, bij welke wijze het ook weze, met het eenige doel er inkomsten uit te trekken, al waren deze zelfs tot het doel van deze opdracht aangewend.

ART. 7.

De giften tusschen levenden en de

n'ont d'effet qu'autant qu'ils sont autorisés conformément à l'article 910 du Code civil.

Si la libéralité comprend un immeuble, l'arrêté fixe, le cas échéant, le délai dans lequel l'immeuble devra être aliéné.

ART. 8.

L'OEuvre nationale des Orphelins de la guerre est subsidee annuellement par le Trésor public, dans la limite des crédits qui seront à cet effet portés au Budget.

Le contrôle de l'emploi des subsides alloués par les pouvoirs publics est réglé par arrêté ministériel.

ART. 9.

Sont exempts du droit du timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement, les actes volontaires et de juridiction gracieuse relatifs à l'exécution du règlement organique de l'OEuvre nationale.

En ce qui concerne les donations entre vifs et les legs faits au profit de l'établissement, les droits seront fixés conformément aux articles 2, 46 et 47 de la loi du 30 août 1913.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1918.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

HENRI JASPAR.

erflatingen hebben geene uitwerking als in zooverre zij toegelaten zijn overeenkomstig artikel 910 van het burgerlijk wetboek.

In geval de vrijgevigheid een onroerend goed geldt, bepaalt het besluit, desgevallend, den termijn binnen denwelken het onroerend goed zal moeten vervreemd worden.

ART. 8.

Het Nationaal Werk der Oorlogsweezen is jaarlijks ondersteund door de Openbare Schatkist, in de palen der credieten welke te dien einde op de begrooting zullen ingeschreven worden.

Het toezicht over het gebruik der door de openbare machten verleende toelagen wordt bij ministerieel besluit geregeld.

ART. 9.

De vrijwillige akten en die van kosteloze rechtsmacht betreffende de uitvoering van het organiek règlement van het Nationaal Werk zijn vrij van het zegelrecht en worden kosteloos geboekt in geval er tot de registratie dient overgegaan.

Voor hetgeen betreft de giften tusschen levenden en de erflatingen gedaan ten bate van de inrichting, zullen de rechten bepaald worden overeenkomstig artikelen 2, 46 en 47 van de wet van 30 Augustus 1913.

Gegeven te Brussel, den 11^{en} December 1918.

Van 's Konings wege,

De Minister van Staatshuishoudkundige Zaken,

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 DECEMBER 1914.

Wetsontwerp betreffende het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De bescherming van invaliden, weduwen en weezen van den oorlog geldt als eene heilige schuld, waarvan de Natie gehouden is den last te dragen.

De Regeering heeft het besluit genomen aan de Wetgeving de voorstellen voor te leggen welke billijkheid en erkentelijkheid desbetreffend dienen in te geven.

Hierbij worden meteen de strijdenden begrepen, zij die, met bewonderenswaardige heldhaftigheid, na de eer te hebben gered, onsten slotte den zege hebben verschaft, alsmede die welke de dood op de slagvelden van hun steun heeft beroofd. Eveneens zijn hierbij begrepen de slachtoffers, die niet tot het leger behoren, en wier leven of gezondheid door een wreeden en gewetenloozen vijand werden geknakt. De herstelling van oorlogsschade berokkend aan personen komt alzoo als een algemeen vraagstuk voor, waarvan de oplossing uit een gezamenlijk begrip dient uit te gaan. Het spreekt evenwel van zelf dat het lot der soldaten-invaliden en der overlevenden van de voor het Vaderland gestorven militairen bij overwichtigheid dient in aanmerking genomen; ook uitgaande van wat er te hunner gunste zal worden besloten, zal het dus betamen de schadeloosstelling van de niet-strijdenden alsmede die van hunne weduwen en weezen te regelen. Voor wat betreft de burgers die tot het leger behoren, heeft de Wetgeving op de militaire pensioenen de gevallen voorzien van op pensioenstelling uit hoofde van verwondingen of gebrekkelijkheden; en heeft zij voorzien in den toestand van de vrouwen en van de kinderen van op de slagvelden gedooide militairen (Wetten van 24 Mei 1838, 27 Mei 1840, 14 Maart 1880, 23 Mei 1888, 24 Mei 1912). Maar men heeft in den loop van den huidige oorlog al ras de ontoereikendheid erkend van de van kracht zijnde schikkingen, en het gepast geacht daarvan aanmerkelijk af te wijken.

Voor de militairen beneden den rang van officier, heeft het besluit-wet van 5 April 1917 de pensioenen vervangen door eene jaarlijksche vergoeding bepaald naar een voor de belanghebbenden gunstigeren standaard dan die bepaald bij vroegere wetten. Dees besluit-wet is van voorloopigen aard, welken de tekst zelf doet uitkomen, alzoo de herziening van de wetten op de militaire pensioenen bij voorbaat latende onderstellen.

De toepassing van dezelfde wetten is opgeschorst geworden geweest, en om soortelijke redenen in zooverre zij toepasselijk waren op de weduwen en wezen van tijdens den oorlog gedooide soldaten. De Regeering is voortgegaan met hun militie-toelagen te doen betalen (Wet van 4 Augustus 1914 en wet-besluit van 27 September 1916). Het geldt hier nogmaals eenen volstrekt tijdelijken en voorloopigen maatregel. Men zal hier gelieven aan te merken dat deze nieuwe schikkingen hoegenaamd de officieren niet bedoelen. Tot nu toe, werd er, voor wat dezen betreft, van de Wetgeving op de pensioenen hoegenaamd niet afgeweken.

De Regeering is zinnens onverwijld de voorafgaande studiën tot herziening van deze wetgeving aan te vatten, om welhaast een einde te stellen aan een overgangsregiem waarover wij daareven hebben gewaagd. Wat men ook wenscht om eene spoedige oplossing te bekomen, zijnde in het spel zijnde belangen al te gewichtig om te denken op staanden voet, eene eindoplossing te vinden, welke nadien, bij de opgedane ervaring, mogelijk gebrekkelijk zou blijken. Dan ook, zijnde de oorlogsinvalieden voor het meerendeel naar het land teruggekeerd en alvorens een eindbeslissing te nemen, acht de Regeering het zich als een plicht een onderzoek naar hunne behoeften en hunne betrachtingen in te stellen. Intusschen, zal men met het voorloopig regiem voortgaan; maar men dient wel te verstaan dat er vergoedingen, in voorkomend geval, zullen te voorzien zijn voor wat het verleden betreft voor hen welke de min of meer lange toepassing van dit regiem zou doen uitkomen als zijnde benadeeld met betrekking tot de schikkingen, welke het eindregiem zal bekrachtigen. Dit onvermijdelijk uitstel welk niet van langen duur zal zijn, stelt de Regeering in de onmogelijkheid om vooralsnog een stelsel voor te stellen van herstelling van schade berokkend aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog. Het verwantschap dat tusschen beide vraagstukken bestaat is aan geene betwisting onderhevig; beide dienen te zamen opgelost en de Regeering zal er voor zorgen.

Evenwel zou de Natie aan haren algemeenen plicht van billijkheid te kort komen, bijaldien hare kommernis zich bij het verleenen van geldelijke vergoedingen aan de rechthebbenden bepaalde. De Wet moet noodzakelijkerwijze zich ook bekommeren om het lot van deze laatsten, onder zedelijk en maatschappelijk oogpunt. De instelling van eene soort nationale bescherming van oorlogsweezen en oorlogsinvalieden schijnt zich des te gebiedender als aanvullings- en hulpmaatregelen op te dringen, daar de schikkingen welke zoowel in Frankrijk als in het bezet gedeelte van het Belgisch grondgebied door het toedoen van het Nationaal Comité voor Hulpbetoon en

Voeding werden getroffen, de weg hebben afgebakend, welke erkenstenishalve dient ingeslagen.

De taak wordt ons vergemakkelijkt door de ervaring zelf van het Nationaal Comité, volledige en beslissende ervaring, waarvan het enkel geldt de uitslagen te benutten.

Wij zullen slechts over de oorlogsweezen gewagen : Een bijzonder wetsontwerp, welk de Regeering de eer heeft aan de Wetgeving voor te leggen te zamen met onderhavig voorstel heeft inderdaad de regeling van de bescherming der invaliden ten doel.

Het Nationaal Comité heeft onder de benaming *Werk voor Oorlogsweezen* eene soort openbare inrichting van nationale bescherming in het leven geroepen, waarvan het thans geldt het wettelijk bestaan te verzekeren en de werking voort te zetten. Bij het na te streven doel beoogt men geene wijziging van den toestand der minderjarige weezen ten opzichte van het Burgerlijk Wetboek, noch de verwijdering van de kinderen uit hunnen familiering, in de gevallen waarin de interneering niet volstrekt onvermijdelijk is. Het Werk voor Oorlogsweezen beoogt iets anders. Alle gedachten van dwang ter zijde schuivende waaraan er geen kwestie was te denken onder het bezettingsregiem, maar waarvan, in alle geval, het er op aankwam uit beginsel af te wijken, heeft het Nationaal Comité, daargelaten de uitdeeling van geldelijke hulp welke voortaan door Staatsbemiddeling zal verzekerd worden, zijne bescherming tot het moreel gebied bepaald. Het Werk, welk het heeft ingericht met de medewerking van talrijke personen, zoo bewonderenswaardig wegens hunne toewijding, heeft geenszins op zich genomen zich in de plaats de stellen van de ouders of van de voogden : het heeft zich gesteld naast dezen om ze te helpen met voorbeeld en raad en om de opvoeding der kinderen en hunne beroepsopleiding na te zien. Allerkieschste opdracht welke met moeielijkheden gepaard gaat en welke van hen, die daarbij initiatief aan den dag leggen, eene kieschheid, eene weergalooze onbaatzuchtigheid vergt ; opdracht welke het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen evenwel in vooral gevaarvolle voorwaarden wist te vervullen.

Dit Werk steviger te maken, ziedaar wat eenigzins dan ook door de gebeurtenissen wordt opgelegd. De werkelijk bestaande inrichting, ingesteld door het Nationaal Comité, moet eene openbare inrichting worden naar rechten, voorzien van het gerechtelijk beslag dat er de regelmatige werking van verzekert. Bovendien zullen de door het Werk toegepaste regelen, behoudens de kleine wijzigingen welke door de omstandigheden ingegeven of door de ervaring aangeraden zullen worden, van kracht steeds blijven. Vooral het hoofddoel der instelling zal in niets gewijzigd worden.

Wat de huidige reglementen van het Werk « moreele » bescherming noemen, dient namelijk gehandhaafd. Wij denken desaan gaande niet dat het dienstig zij aan de moreele voogden eene bepaalde wettelijke opdracht te geven. Men zou te dien einde van het gemeen recht van de vaderlijke macht en van de voogdij moeten afwijken, en deze afwijkingen, welke inbreuk zou-

den maken op onze achtenswaardigste familie-gewoonten zouden door niemand worden aanvaard. De zoogezegde moreele voogdij is eene questie van loutere toewijding, kieschheid, scherpzinnigheid, gevoeligheid. In geval van tuchtloosheid van wege het kind of van slecht gedrag van wege de moeder, zal het den moreelen voogd steeds vrij staan, zooals de reglementen van het Werk het reeds heden voorzien, de bij de wet van 13 Mei 1912 op de kinderbescherming bepaalde maatregelen te doen toepassen.

Eens deze beginselen erkend, komt het vraagstuk op de bepaling neer van eene praktische inrichtingsformuul, welke vatbaar is voor in het onderhavig geval onmisbare gerechtelijke waarborgen.

Voor wat deze waarborgen betreft, kunnen wij ze niet vinden in de in zwang zijnde wetgeving, welke zeer arm is, zooals eenieder het weet, in zake stichtingen en vereenigingen zonder winst najagend doel. Het is dan ook onontbeerlijk dat er tot een tusschenkomst van de wet toevlucht genomen worde, ten einde aan het Werk de noodige gerechtelijke bevoegdheid, alsmede het recht te geven om, bij het najagen van het doel der instelling, ten volle en zonder omwegen noch kunstgrepen te kunnen handelen. Het ontwerp dat wij de eer hebben aan de Wetgeving voor te leggen, verwezenlijkt, desaangaande, de inzichten der Regeering.

Het bepaalt vooreerst (art. 1) de weezen welke de bescherming van het Werk zullen mogen genieten. Een koninklijk besluit (art. 2) zal het organiek reglement der nieuwe openbare inrichting en hare werking bepalen. Bij dit al, zal rekening gehouden worden met wat reeds in feite bestaat. Wat de bevoegdheden van het Werk betreft, (art 3.) wordt bij den tekst het door het Nationaal Comitéit gevolgde praktijk ingevoerd en nader bepaald. Dezelfde opmerking is toepasselijk op de schikking waarbij de opdracht der moreele voogden wordt omchreven (art. 4).

Onder meer heeft de inrichting het recht om alie daden te plegen betreffende de uitvoering van de maatschappelijke opdracht van het Werk (art. 5). Evenwel zijn er grenzen afgeteekend voor wat het onroerend eigendom aangaat, in plaats van te zeggen dat het recht onroerende goederen te bezitten beperkt zal zijn tot wat ter vervulling dezer opdracht noodig is, mits deze formuul aanleiding kan geven tot willekeurige opvattingen, is het beter aankoop of bezit van te huur gegeven onroerende goederen, in andere bewoordingen, de belegging van het maatschappelijk vermogen in onroerende goederen aan het Werk te verbieden (art. 6).

Voor wat betreft het aanvaarden van giften en erflatingen, bepaalt de tekst de beperkingen welke in dergelijke gevallen in gebruik zijn (art. 7). Voor deze verschillende punten, zijn wij zinnens geweest vooral wezenlijk en praktisch werk te maken, en hebben wij diensgevolge, zonder uit de theoretisch twistpunt partij te trekken, zekere beginselen gecerbij digd welke bij ons in overlevering bestaan, in zake burgerlijke verpersoonlijking.

Wegens zijnen aard billijkt het Werk ten hoogste den geldelijken steun van den Staat. Het ontwerp vermeldt daarom ook dat de inrichting jaarlijks door de openbare Schatkist zal ondersteund worden. De Provinciën en

Gemeenten zullen ongetwijfeld niet na laten het hunne bij te dragen tot het bekostigen van het Werk, bij middel van regelmatig en het gebruik van deze bijdragen alsmede dit van den steun van den Staat zal onderworpen worden aan het toezicht van het Ministerieel Departement, wien het algemeen toezicht over de inrichting zal ten laste vallen (art. 8). Het ontwerp bepaalt ten slotte zekere fiscale ontheffingen welke het overbodig toeschijnt te rechtvaardigen (art. 9).

Kortom, het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen zal voortaan een waren zelfstandigen openbare dienst uitmaken met de invaliden en toewijdingsvolle personen te groepeeren in medewerking met openbare machten, en geplaatst zijn onder de overheid van de centrale macht die er het algemeene superintendentschap op zich zal nemen.

De Regeering verhoopt dat de Kamers weldra over het onderhavig ontwerp zullen beraadslagen, daar het, onbetwistbaar, van dringenden aard is. Het komt er inderdaad op aan zoohaast mogelijk de aktie te regelen van het bestaande Werk waarvan we de steviging nastreven, op zulke wijze namelijk dat de nieuwe instelling kunne beginnen te zamen met het van kracht worden van het bepaald stelsel van pensioenen, dat men weldra zal moeten invoeren.

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

Henri JASPAR.

(6)

PROJET DE LOI

concernant l'Oeuvre nationale
des orphelins de la guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre
Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE UNIQUE.

Notre Ministre des Affaires Economiques présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont réputés orphelins de la guerre, pour l'application de la présente loi, les enfants mineurs dont le père, ou, en cas de prédécès du père, la mère ou le soutien de famille ont péri par suite de faits de guerre.

Sont assimilés à ces orphelins, les enfants nés ou conçus avant la fin de la guerre, dont le père, la mère ou le soutien de famille sont dans l'impossibilité de gagner normale-

WETSONTWERP

betreffende het Nationaal Werk
voor oorlogsweezen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister-raad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

EENIG ARTIKEL.

Onze Minister van Staathuishoudkundige Zaken zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsonderwerp indienen, waarvan inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Worden aanzien als oorlogsweezen, voor de toepassing van onderhavige wet, de minderjarige kinderen waarvan de vader, of, in geval van voorafgaandelijksafsterven van den vader, de moeder of de familiesteun ontkomen zijn door oorlogsfeiten.

Worden gelijkgesteld met deze weezen, de kinderen geboren of ontvangen vóór het einde van den oorlog, waarvan de vader, de moeder of de familiesteun in de onmogelijk-

ment leur vie, par suite d'une incapacité totale ou partielle de travail résultant de blessures, maladies ou infirmités occasionnées ou aggravées par des faits de guerre.

Il n'est fait aucune distinction entre les orphelins des victimes civiles de la guerre et les orphelins de militaires.

ART. 2.

Il est institué sous le nom d'*OEuvre nationale des Orphelins de la Guerre*, un établissement public dont l'organisation et le fonctionnement seront réglés par arrêté royal, conformément aux dispositions ci-après déterminées.

L'*OEuvre nationale* exerce son patronage sur les orphelins de la guerre en cas d'insuffisance des ressources de famille.

ART. 3.

L'*OEuvre nationale des Orphelins de la Guerre* a pour attributions :

De veiller, au profit de ses protégés, à l'observation des dispositions du Code civil concernant les tutelles et de la législation relative à l'enfance ;

De surveiller l'emploi des fonds alloués aux pupilles du chef des lois sur les pensions militaires et sur les indemnités réparatrices des dommages de guerre occasionnés aux personnes ;

D'organiser et de surveiller le placement des enfants ;

De veiller à leur éducation et notamment à leur formation professionnelle ;

heid zijn om op eene normale wijze in hunne levensbehoeften te voorzien, ter oorzaak eener algeheele of gedeeltelijke arbeidsonbekwaamheid voortvloeiende uit verwondingen, ziekten of gebrekkelijkheden, veroorzaakt of verzwaaard door oorlogsfeiten.

Er wordt geen onderscheid gemaakt tusschen de weezen der burgerlijke slachtoffers van den oorlog en de weezen der militairen.

ART. 2.

Onder de benaming *Nationaal Werk voor Oorlogsweezen* is eene openbare instelling in het leven geroepen waarvan de inrichting en de werking bij koninklijk besluit zullen geregeld worden, volgens de hierna bepaalde schikkingen.

Het Nationaal Werk oefent zijne bescherming uit over de oorlogsweezen in geval van ontoereikende hulpmiddelen der familie.

ART. 3.

Het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen heeft tot taak :

Te zorgen, ten bate zijner beschermelingen, voor de toepassing der schikkingen van het burgerlijk wetboek aangaande de voogdij en de wetgeving betreffende het kind :

Het gebruik na te zien van de fondsen, aan de minderjarige weezen toegekend, uit hoofde der wetten op de militaire pensioenen en op de vergoedingen voor oorlogsschade aan de personen berokkend ;

Het inrichten en toezien van de plaatsing der kinderen ;

Het verzekeren hunner opvoeding en hunner vakkundige heropleiding ;

De pourvoir à la désignation de tuteurs moraux, et de s'assurer de l'accomplissement régulier de leur mission ;

Et, en général, de prendre dans l'intérêt des orphelins, toutes dispositions jugées opportunes.

ART. 4.

Les tuteurs moraux désignés par l'Oeuvre nationale ont pour mission exclusive d'aider de leurs conseils les représentants légaux des orphelins et les personnes auxquelles la garde des pupilles a été confiée.

ART. 5.

L'Oeuvre nationale des Orphelins de la guerre a la capacité de faire tous les actes juridiques qui, dans les limites tracées par le règlement organique, sont relatifs à l'accomplissement de la mission légale de l'établissement.

La capacité d'acquérir ou de posséder des immeubles et de recevoir des dons et des legs est toutefois soumise aux restrictions fixées ci-après.

ART. 6.

Ne sont pas considérés comme relatifs à l'accomplissement de la mission légale de l'Oeuvre, les actes d'acquisition ou de possession d'immeubles, à quelque titre que ce soit, aux seules fins d'en tirer des revenus, ceux-ci fussent-ils affectés à l'objet de cette mission.

ART. 7.

Les donations entre vifs et les legs

Te voorzien in de benoeming der moreele voogden, en de regelmatige uitvoering hunner opdracht te verzekeren ;

En, in 't algemeen, in het belang der weezen, alle noodige geoordeelde schikkingen te treffen.

ART. 4.

De moreele voogden, aangesteld door het Nationaal Werk, hebben voor uitsluitelijke opdracht de wettige vertegenwoordigers der weezen en de personen aan de zorgen derwelke de minderjarige weezen toevertrouwd zijn door hunnen raad bij te staan.

ART. 5.

Het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen mag alle gerechtelijke akten opmaken die, in de palen aangeduid in het organiek reglement, het uitvoeren der wettige opdracht van de inrichting betreffen.

Het aankopen of bezitten van onroerende goederen en het aannemen van giften en erflatingen is evenwel onderworpen aan de volgende beperkingen.

ART. 6.

Worden niet aanzien als betrekkinghebbende met de uitvoering der wettige opdracht van het Werk, de akten van aankoop of van bezit van onroerende goederen, bij welke wijze het ook weze, met het eenige doel er inkomsten uit te trekken, al waren deze zelfs tot het doel van deze opdracht aangewend.

ART. 7.

De giften tusschen levenden en de

n'ont d'effet qu'autant qu'ils sont autorisés conformément à l'article 910 du Code civil.

Si la libéralité comprend un immeuble, l'arrêté fixe, le cas échéant, le délai dans lequel l'immeuble devra être aliéné.

ART. 8.

L'OEuvre nationale des Orphelins de la guerre est subsidiée annuellement par le Trésor public, dans la limite des crédits qui seront à cet effet portés au Budget.

Le contrôle de l'emploi des subsides alloués par les pouvoirs publics est réglé par arrêté ministériel.

ART. 9.

Sont exempts du droit du timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement, les actes volontaires et de juridiction gracieuse relatifs à l'exécution du règlement organique de l'OEuvre nationale.

En ce qui concerne les donations entre vifs et les legs faits au profit de l'établissement, les droits seront fixés conformément aux articles 2, 46 et 47 de la loi du 30 août 1913.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1918.

erflatingen hebben geene uitwerking als in zooverre zij toegelaten zijn overeenkomstig artikel 910 van het burgerlijk wetboek.

In geval de vrijgevigheid een onroerend goed geldt, bepaalt het besluit, desgevallend, den termijn binnen denwelken het onroerend goed zal moeten vervreemd worden.

ART. 8.

Het Nationaal Werk der Oorlogsweezen is jaarlijks ondersteund door de Openbare Schatkist, in de palen der credieten welke te dien einde op de begrooting zullen ingeschreven worden.

Het toezicht over het gebruik der door de openbare machten verleende toelagen wordt bij ministericel besluit geregeld.

ART. 9.

De vrijwillige akten en die van kosteloze rechtsmacht betreffende de uitvoering van het organiek règlement van het Nationaal Werk zijn vrij van het zegelrecht en worden kosteloos geboekt in geval er tot de registratie dient overgegaan.

Voor hetgeen betreft de giften tusschen levenden en de erflatingen gedaan ten bate van de inrichting, zullen de rechten bepaald worden overeenkomstig artikelen 2, 46 en 47 van de wet van 30 Augustus 1913.

Gegeven te Brussel, den 11^{en} December 1918.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

Van 's Konings wege,

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.